

Le cerveau d'une fraude qui a floué les fiscaux européens est détenu à Genève

Page 18

Les Britanniques fulminent et les parlementaires contre-attaquent

Page 21

La Lausannoise de cœur Alexandra Conunova fera vibrer son violon à Montreux

Page 32



ODILE MEYLAN

# Economie

Suisse  
Monde  
Culture et société  
La der

Big Brother

## Pékin veut surveiller de près les sociétés étrangères

**Comme elle le fait déjà pour les individus, la Chine va mettre en place un système de crédit social pour les entreprises**

Ivan Radja

C'est la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine qui a lancé l'alerte mercredi: Pékin a mis au point un système de surveillance des entreprises qu'elle qualifie d'outil «le plus complet créé par un gouvernement», rapporte l'agence Bloomberg. «Il pourrait même entraîner la faillite de certaines entreprises», ajoute-t-elle, notamment les plus petites. Ce système est plus ou moins calqué sur le «certificat de bonne conduite» qui suit désormais les citoyens chinois, lesquels se voient attribuer bons ou mauvais points. Le big data permet désormais de surveiller les fréquentations et comportements des citoyens, en premier lieu sur internet, tandis que Skynet, par le biais de la reconnaissance faciale, contrôle l'espace public (lire reportage ci-contre).

Pour les entreprises, ce corporate social credit system imposera leur suivi et leur traitement afin d'évaluer leur comportement, sur la base de 300 critères tels que la fiscalité, la protection de l'environnement, la qualité des produits, la sécurité au travail, le commerce électronique ou la cybersécurité. Des inspections régulières seront mises en place, susceptibles de déboucher sur des notations. L'entreprise pourrait ainsi voir sa note baisser dès lors que le système aura détecté un manquement à l'une ou l'autre des 3000 recommandations.

### «Droit de vie et de mort»

«Il n'est pas exagéré de dire que ce système sera le plus complet jamais créé par un gouvernement afin d'imposer une économie régulée, ni qu'il pourrait être synonyme de vie ou de mort pour les entreprises», souligne dans son rapport le président de la Chambre de commerce, Jörg Wuttke. Le rapport s'inquiète en outre de la charge de travail supplémentaire que représenterait pour les sociétés, surtout les plus petites, l'obligation de se conformer en permanence aux exigences du catalogue édicté par Pékin. Le rapport recon-

naît que ces notations peuvent aussi déboucher sur des récompenses, toutefois «rien ne garantit que ces renseignements ne seront pas utilisés à un moment donné pour cibler des sociétés précises». Cette surveillance est vue par certains observateurs comme le con-

trepoint à l'assouplissement des restrictions à l'investissement dans certaines industries.

### Transfert de technologies plus obligatoire

Pour John Plassard, analyste chez Mirabaud, «le gouvernement chi-

nois cherche ainsi, dans un souci d'accueil, à garder un contrôle étroit de ce qui pourrait se développer, notamment en matière technologique, dans le pays». Ce crédit social ne représente pas, à ses yeux, un frein pour les entreprises, mais plutôt, «paradoxale-

ment, la confirmation de l'arrivée d'entreprises» dans l'Empire du Milieu. Il rappelle enfin que Pékin a édicté une nouvelle loi à la fin 2018, bientôt en vigueur, qui «interdira aux gouvernements locaux de restreindre l'accès au marché des entreprises

étrangères et de les forcer à transférer des technologies». Les investisseurs étrangers «bénéficieraient ainsi des mêmes prérogatives que les entreprises chinoises dans la plupart des secteurs, à l'exception de ceux figurant sur une liste négative».

À Hong Kong, on lutte contre la reconnaissance faciale



Dans le quartier de Kwun Tong, des manifestants sectionnent à la scie à métaux un lampadaire «intelligent». Du matériel fabriqué en Chine et pouvant être connecté au réseau de télécommunication chinois, accusent-ils. KEYSTONE

● Samedi dernier, rue Sheung Yuet, un lampadaire «intelligent» tombe au sol, sectionné par des manifestants qui exultent. Ils attachent à l'appareil des pancartes disant «non à la surveillance totalitaire» et un groupe, visages dissimulés, le dépèce et en retire ses composants: du matériel fabriqué en Chine et pouvant être connecté au réseau de télécommunication chinois, accusent-ils. Ils avaient ciblé la zone, en pleine reconversion, de Kwun Tong, l'ex-poumon industriel situé en face de l'île, parce qu'il est le «laboratoire d'une ville intelligente» voulu par Hong Kong.

La région administrative spéciale, dotée de son propre système juridique et légal, accuse un retard certain par rapport au reste du pays, mais elle affiche ces derniers mois ses prétentions

à devenir elle aussi une smart city. L'intelligence artificielle fait ses premiers pas dans les prisons et se déploie aussi à l'aéroport international.

Le quartier de Kowloon East sert également d'expérimentation à plus grande échelle avec un réseau énergétique intelligent, des panneaux photovoltaïques ainsi que des lampadaires équipés de capteurs et balises qui peuvent contrôler le trafic, détecter les stationnements illégaux et les places de parking disponibles, surveiller le flux de piétons mais aussi recharger les véhicules électriques, gérer en temps réel le niveau des poubelles ainsi que les émissions de carbone et la consommation d'énergie. 400 lampadaires intelligents doivent être déployés dans différents districts, pour un budget de 272 millions de dollars hongkongais (34 millions de

francs), et servir aussi de support pour le déploiement du réseau 5G.

Une partie de la population redoute que les données collectées ne soient utilisées à des fins de surveillance au niveau local, voire pire, communiquées aux autorités chinoises. Pour couper court aux rumeurs et allégations, le gouvernement hongkongais s'est empressé d'assurer que ces lampadaires «n'ont pas de fonction de reconnaissance faciale et ne peuvent pas lire les informations des cartes d'identité électroniques».

«Même si le gouvernement donne des garanties, les gens ne les croiront jamais. Pas de confiance, pas de technologie», martèle le député de l'opposition Charles Mok, contacté par téléphone. «Quand des gens vont en Chine, y sont arrêtés, et que

les services d'immigration chinois se retrouvent en possession d'images de surveillance prises à Hong Kong, personne ne peut plus croire notre gouvernement», accuse-t-il.

D'autant plus que les entreprises chinoises raflent la plupart des contrats: le gouvernement de Hong Kong a choisi par exemple l'assureur et géant chinois de l'intelligence artificielle Ping An pour gérer les nouvelles cartes d'identité électroniques des Hongkongais, qui servent à la fois pour les règlements à l'administration publique mais aussi pour des transactions commerciales. Et China Mobile Hong Kong s'est allié avec le centre de recherche public Hong Kong Applied Science and Technology Institute pour développer une «ville intelligente».

Margot Clément Hong Kong

### Avis d'experte

«Ce n'est pas impensable en Suisse...»

«Les Chinois ont une autre culture et philosophie politique que la nôtre, explique Solange Ghernaoui, directrice du Swiss Cybersecurity Advisory and Research Group à l'UNIL. Ce qui nous rapproche, c'est une certaine posture et action de sécurité, basée sur la surveillance technologique, qui s'est mise en place depuis 2001 dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.»

Pour la chercheuse, «avec la globalisation de l'économie, on assiste à un déploiement d'une pensée technologique unique en passe de devenir «universelle» pour un marché mondial. Les usages se propagent dans une logique de fuite en avant technologique et de toujours plus de contrôle.»

Selon Solange Ghernaoui, le principe du «crédit social» (surveiller et noter les individus selon leur comportement) testé en Chine peut également être exporté dans différents pays et être décliné en fonction des circonstances et des objectifs. «Sans vision politique et sans régulation, il n'est pas impensable qu'un tel système puisse être adapté en Suisse, pour diverses finalités, comme la sécurité ou la santé.

Un des problèmes est que les données ont déjà été collectées par des agences gouvernementales. Par exemple, en 2009 quand les Suisses ont voté pour le passeport biométrique, ils ont aussi accepté le stockage de leurs données dans des systèmes informatiques. Aujourd'hui ce n'est plus uniquement notre pays qui les possède, mais aussi les différents pays qui les exigent, entre autres pour entrer sur leur territoire.» Sandra Miura